

# Perspectives actuelles de dialogue sans exclusive en Mauritanie

Conférence débat organisée par la Fédération UFP de France

Perspectives actuelles de dialogue sans exclusive en Mauritanie, animée par Khalilou O. Dedde, Lo Gourmo et Maréga Baba Assa, s'est déroulée comme prévu le 11/06/05 à partir de 14h 30.

## Tour à tour les ont pris la parole :

**- Maréga Baba Assa :** après avoir procédé aux présentations d'usage et souhaité la bienvenue à tous les participants qui sont venus très nombreux, il a expliqué les motivations de la politique de dialogue et de compromis initié par l'Ufp. Il s'est adressé aux participants en ces termes :

Au plan international, nous vivons dans un monde qui bouge avec lui tous les référentiels de jadis. Nous vivons dans un monde qui évolue où les progrès technologiques sont extraordinairement rapides, un monde qui est devenu un village planétaire. Nous vivons dans un monde qui inquiète, où l'insécurité est grandissante, les tensions, les guerres nombreuses et dévastatrices. Pour toutes ces raisons, nous devons comprendre que nos problèmes et les voies à choisir pour les résoudre ont une forte corrélation avec ce qui se passe chez nous, autour de nous et dans le monde.

Il a rappelé qu'au cours de la dernière décennie, l'évolution du contexte international est caractérisée par le phénomène de la globalisation, la fin de la guerre froide et l'émergence de nouveaux pays d'Asie et d'Amérique latine, la gestation tant bien que mal de nouveaux pôles comme l'Europe et la possibilité désormais offerte du développement de l'économie de marché et de la démocratisation pluraliste dans le monde.

Il a également souligné que cette évolution augmente considérablement les possibilités d'une alternance par la voie pacifique, puisqu'elle condamne à terme les systèmes de dictature personnelle, il a donné les exemples des derniers événements dans un certain nombre des anciens pays du bloc de l'Est.

Au plan sous-régionale et régionale, il a montré qu'un rapide aperçu sur la situation permet de constater que le contexte africain est marqué par des déséquilibres de tous ordres, l'instabilité, la crise de l'état, les guerres civiles et le chaos. Il a également expliqué que les foyers de tensions au nord et au sud de notre pays

menacent d'embraser toute la sous-région, il a donné les exemples de la récente attaque à Lemgheity et le cas de la Côte d'Ivoire qui continue de s'embraser.

Sur la situation nationale, il a rappelé que nous vivons dans un pays où la crise est multidimensionnelle : dimension ethnique, tribale, sociale, politique... et le contexte est marqué par l'exacerbation des contradictions de toute nature. Il a conclu par :

Face à l'évolution du monde, devant la situation chaotique de notre continent et complexe de notre contexte national, il est important, puisque nous sommes tous ici présents, nous aimons notre pays, nous sommes tous mués par le désir et la volonté d'abréger les souffrances de notre peuple et de lui éviter de nouvelles tragédies, nous devons emprunter la voie de la sagesse et du réalisme politique, celle qui correspond à l'état de nos forces et à l'état de préparation de notre peuple pour un changement démocratique.

La politique de dialogue pour un compromis national proposée par l'Ufp a été motivée par la prise en compte de ces données objectives du moment, du monde que nous vivons et pour éviter à notre pays une tragédie dévastatrice.

Il a terminé en disant « J'ose espérer que notre intelligence, notre patriotisme vont nous amener tous à mettre en veilleuse nos différents et nos divergences du moment, pour nous unir autour de l'essentiel (un programme minimal et consensuel) et éviter à notre chère Patrie ce chaos tant redouté.

## - Khalilou O. Dedde 4e vice président de l'Ufp :

Après avoir salué les invités, il a expliqué les déterminants contextuels de la politique de dialogue pour un compromis national :

Pour appréhender la politique de dialogue sans exclusive que propose l'Ufp à l'ensemble des acteurs de la vie publique en Mauritanie, avec comme dessein central de chercher une solution de sortie de crise pour le pays, il importe de se référer à l'analyse politique qui fonde cette exigence vitale. Laquelle met en exergue une série de risques, de fragilités et de contradictions dont la somme bien lourde confronte la patrie à des dangers portants sur son existence même. Cette série de défis

difficiles à relever, n'est pas le fruit du hasard, elle plonge ses racines dans la genèse de l'Etat mauritanien.

En délimitant les frontières actuelles de l'Etat mauritanien, la colonisation française a regroupé plusieurs composantes sociales qui se sont trouvées, de façon coercitive, face à la question complexe du type d'Etat et des bases de la nation à construire. Quelles institutions, pour qu'elle nouvelle nation ? Une telle interrogation à connotation existentielle était lancinante. L'autorité coloniale, conformément à ses objectifs qui renvoient au schéma classique des règles qui régissent les rapports entre colonies et métropole, s'est retirée du territoire de la Mauritanie en y laissant les questions, déjà posées, sans réponse.

Dominiée par le pouvoir du PPM jusqu'à 1978, la période post-coloniale a certes été marquée par des efforts colossaux visant à fonder une entité mauritanienne spécifique, reconnue dans ses droits, ayant une diplomatie remarquable, et dotée d'une administration publique, mais elle a fini par succomber à "l'épreuve des frontières", suite à la guerre du Sahara qui a emporté le premier pouvoir civil dont la disparition a mis, de nouveau, en avant les questions fondamentales liées à la coexistence des communautés, à la distribution des richesses nationales et au système politique à adopter dans le pays.

Le pouvoir militaire qui a succédé au PPM, a réalisé la paix avec le Polisario, mais est resté, au fond, sur un mode de gestion des affaires publiques, caractérisé par la confusion et l'instabilité; il s'est installé dans la gestion de la crise, au lieu de chercher à la dépasser par des réformes suffisantes et adaptées. Cette mauvaise gestion des affaires publiques a pris une dimension et des formes dramatiques à la fin des années 80, épisode sinistre qui a failli entraîner le pays dans l'abîme de la guerre civile de nature raciale. Isolé sur la scène internationale, et compromis au niveau national, le pouvoir militaire s'est engagé au début des années 90, dans un processus électoral nouveau par rapport à celui de 86/87, par l'intermédiaire duquel il a trouvé la parade pour s'adapter dans les formes, en gardant pour l'essentiel, la même mécanique ancienne de gestion des affaires publiques, au nouveau contexte mondial marqué par la chute du mur de Berlin et une vague démocra-

tique dont la force impétueuse était capable de tout emporter sur son passage.

En revanche, les élections présidentielles de 2003, ont révélé la persistance d'une situation politique chaotique dans le pays, signe fort de l'esoufflement du processus électoral déjà vieux de plus d'une décennie. Résultat, le pouvoir a continué à succéder à lui-même, dans des conditions de non-transparence, et dans la répression d'une opposition qui peine à constituer une alternative effective. Dès lors, s'est figé un décor médiocre de face à face pouvoir/opposition, contre productif pour le pays dans son ensemble.

L'Etat ne cesse de se discréditer, et s'enfoncé progressivement dans le fossé de la déchéance (cf. discours du Président de la République à Kif-fa), les inégalités sociales se creusent de façon abyssale, le passif humanitaire né des épisodes antérieurs reste pendant, la pratique électorale au lieu de motiver commence à décevoir, bref, une situation grosse de contradictions anciennes, mais qui s'agissent au point de revêtir des formes violentes (cf. événements de juin 03 et d'autres encore), est au centre des préoccupations de tous les citoyens. Que faire? Faut-il la gérer selon les anciens modes où « l'unilatéralisme » et le clanisme destructeurs étaient la règle? Faut-il la gérer avec des stratégies de violence, au sein d'une société fragile?

L'Ufp, mue par les intérêts supérieurs du peuple mauritanien dans sa globalité, pense que les contradictions qui secouent la Mauritanie ne sauraient trouver de solutions positives en dehors d'une politique de dialogue sincère, constructif et sans exclusive, qui mette autour d'une table l'ensemble des forces vives du pays en vue de construire dans la sérénité un compromis dynamique, susceptible de garantir la paix civile et mettre le pays sur la voie d'une transition politique pacifique, porteuse de progrès et de bien être. Forts de l'expérience de notre peuple, nous sommes convaincus qu'une telle orientation est, dans les conditions actuelles de notre pays, la seule capable de nous éviter les dérapages catastrophiques qui font la désolation, hélas, de nombreux pays dans notre continent.

**- Lo Gourmo :** il a vivement remercié les partis et les

organisations de la société civile qui ont répondu à cette invitation.

Abordant le thème de la conférence, il a insisté sur les points suivants :

- Les progrès accomplis pour l'instauration d'un véritable dialogue national, il a cité : la participation de la mouvance présidentielle dont le PRDS, au 11<sup>e</sup> congrès de l'Ufp des 31 mars, 2-3 et 4 Avril à côté de tous les partis du pays et les représentants des partis de pays frères ;

la participation du parti gouvernemental au « Forum des valeurs démocratique et de la citoyenneté » à côté de l'opposition.

- Il a ensuite montré la quasi-unanimité des acteurs de la vie nationale en faveur du dialogue national avec le pouvoir.

Sur ce point il a rappelé, qu'en dépit de l'arbitraire qui s'abat sur eux, Cheikh Mohamed El Hacen O. Dedew, Cheikh O. Horma et Jemil Mansour... au fond de leur prison ou cherchés par la police, ils continuent d'appeler au dialogue comme seule voie pour éviter à notre pays le chaos.

- Il a demandé à ceux qui se sont mis en marge de ce processus d'en prendre conscience pour ne pas rater le train de l'histoire, car ils ne tireront rien d'une auto-quarantaine politique suicidaire.

## - Les autres intervenants

La plus part des intervenants ont montré de graves dangers qui menacent l'existence même de notre pays et la nécessité de l'ouverture d'un dialogue franc, et d'autres ont cependant montré leurs scepticismes quant à la disposition du pouvoir pour un dialogue national. Les membres de la mouvance présidentielle présents (PRDS et le RDU) ont estimé que le pouvoir a toujours été et reste favorable au dialogue dans le respect des règles et des lois.

La conférence s'est déroulée dans un climat agréable et serein, chacun a pu défendre franchement son point de vue dans le respect mutuel. C'est vers 19h20 que la conférence a été clôturée et salle est restée comble jusqu'à la fin, ce qui montre l'intérêt que porte l'ensemble des nos concitoyens à la recherche de solutions aux difficultés multiples dont notre pays est confronté.